



COMMUNIQUÉ ALLIANCE JUSTICE

SOLIDARITÉ ET VÉRITÉ POUR LES PERSONNELS DE CONDÉ-SUR-SARTHE

NOS AGENTS NE SONT PAS DES COUPABLES DÉSIGNÉS

Depuis plusieurs semaines, une campagne médiatique et associative s'abat sur les personnels pénitentiaires de Condé-sur-Sarthe. Accusations, rapports, décisions de justice : les mots sont durs, les titres sont violents. Où sont les preuves individualisées ? Où est la **présomption d'innocence** ?

ALLIANCE JUSTICE le dit clairement : on ne condamne pas un service entier sur la base d'un rapport.

DES HOMMES ET DES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE

Le QLCO de Condé-sur-Sarthe n'est pas un régime de détention ordinaire. Il concentre 200 des narcotrafiquants les plus dangereux du pays — des personnes détenues capables de menacer, intimider. Nos collègues y travaillent cagoulés **pour se protéger, eux et leurs familles**, contre des représailles bien réelles. Réduire cette protection à un « moyen de l'impunité », comme on l'a entendu au tribunal, c'est insulter le courage de ceux qui tiennent ce quartier au quotidien.

- Sous-effectifs chroniques
- Pression psychologique constante
- Zéro reconnaissance de la hiérarchie quand tout va bien, mise en cause immédiate quand un rapport tombe

UNE DÉCISION, PAS UNE CONDAMNATION

Le tribunal administratif de Caen a rendu une décision. Il n'a pas jugé un homme, il n'a nommé personne. Il ordonne au ministère d'agir — c'est le rôle du ministère, pas celui des agents de terrain qu'on jette en pâture sur les réseaux sociaux et dans la presse avant même qu'une enquête contradictoire n'ait eu lieu.

La justice, oui. Le procès médiatique, non.

ALLIANCE JUSTICE est solidaire avec les personnels pénitentiaires de Condé-sur-Sarthe.

Fait à Béziers, le 21/07/2026



ALLIANCE JUSTICE

Syndicat national

861 route de Saint Pons - CS 10692 - 34535 Béziers
secretariat.alliancejustice@gmail.com · 07 57 58 56 06
www.alliancejustice.com